

.....  
LA POLITIQUE CATALANE DANS L'EMIGRATION  
=====

Le Président de la Généralité s'adresse au peuple catalan

Il y a 4 ans que M. Joseph IRLA fut appelé par les lois catalanes, en tant que Président du Parlement, à prendre la succession du Président Companys. Ce dernier avait été arrêté en Bretagne en août 1940, livré par les allemands aux autorités espagnoles et exécuté à Barcelone le 15 Octobre.

Le nouveau Président de la Généralité de Catalogne s'est adressé le mois dernier au peuple catalan. Dans son message il annonce notamment son intention de reconstituer le Conseil National Catalan en France, organisme chargé de préparer la nouvelle période autonome qui doit suivre la chute de Franco et de représenter l'unité de la Catalogne et la continuité de ses institutions. Des démarches dans ce sens ont été déjà entreprises.

Le message du Président IRLA a été largement diffusé parmi les émigrés catalans en France et on en a fait des tirages clandestins en Catalogne même, sous le nez de la police de Franco. Il a trouvé partout l'accueil le plus chaud. L'attachement de la très grande majorité des Catalans à leur Président montre non seulement leur refus unanime de la dictature de Franco, mais aussi leur volonté d'y mettre fin dans l'ordre et la discipline. Le Président Irla incarne la légalité constitutionnelle brutalement effacée par les armées de Franco et de ses collaborateurs allemands et italiens et seul un Gouvernement provisoire issu de cette légalité pourra éviter le chaos et les luttes partisans au moment de la liquidation du totalitarisme phalangiste.

La position de l'"Esquerra Republicana de Catalunya" (Gauche Républicaine de Catalogne)

L'"Esquerra" est le grand parti majoritaire catalan fondé en 1931 par le Colonel Macià. Parti formé par la réunion des plus importants secteurs du républicanisme et du catalanisme ouvert à tous les courants de rénovation sociale mais soucieux de préserver en Catalogne le patrimoine spirituel de l'Occident européen, il a été de 1931 à 1936 le promoteur de toutes les réformes et il a su assurer, jusqu'au grand bouleversement produit

par le soulèvement de Franco, l'ordre et la paix sociale. Le peuple catalan lui a fait intégralement confiance toutes les fois qu'il a été consulté et, ce qui est rare en Europe, il possède la majorité absolue au Parlement Catalan et dans la représentation catalane aux Cortes espagnoles.

Dans l'émigration forcée, en Amérique latine, en Angleterre ou en France, les cadres et l'organisation de l'"Esquerra" se sont toujours maintenus. Le Parti compte actuellement en France avec plusieurs milliers d'adhérents; une trentaine de Comités Départementaux dans les régions où s'est concentrée la masse des réfugiés, des groupes de militants partout ailleurs, maintiennent vive plus que jamais la flamme du patriotisme catalan et de la foi démocratique. Un petit périodique, édité en catalan à Montpellier sous le même titre que le grand quotidien organe du Parti à Barcelone, "LA HUMANITAT", sert à assurer les liens indispensables.

En Catalogne, dans la clandestinité, l'activité est non moins grande, l'"Esquerra" est le noyau de la résistance passive du peuple catalan et la masse du parti reste toujours prête à suivre ses chefs responsables si on croit arrivé, un jour, le moment d'adopter une autre tactique de lutte.

L'"Esquerra" n'a rien à voir avec la soi-disante "Union Nationale Espagnole". Désireuse de réaliser l'union de tous contre le régime abhorré du Caudillo, mais soucieuse aussi de défendre les intérêts du peuple catalan, elle ne peut accepter yeux fermés l'autorité d'une "Junta Suprema" espagnole, dont on ne connaît même pas les noms des personnes qui la constituent, ni peut accepter non plus l'hégémonie exercée sur l'U.N.E. par le Parti Communiste. D'ailleurs des différences profondes existent entre la façon d'envisager la succession du régime de Franco par les deux organisations.

La position politique de l'"Esquerra" a été nettement marquée dans la proclamation adressée il y a quelques jours à tous les Catalans et dans les accords qui ont été pris à Montpellier le 28 Octobre par les organismes directeurs du Parti en France en réunion plénière. Sans renoncer à son but ultime de liberté totale de la Catalogne, elle entend que la solution de la crise que provoquera la chute de Franco doit être le rétablissement de la légalité républicaine définie par la Constitution de la République Espagnole de 1931 et par les Statuts d'autonomie de la Catalogne et du Pays Basque. Elle propose à toutes les organisations politiques et syndicales catalanes qui acceptent ce programme immédiat de se grouper dans un bloc qui représentera la véritable unité catalane. Enfin d'accord avec cette politique elle manifeste son adhésion à la personne du Président Irla et à la ligne de conduite qu'il s'est tracée.

Dans la proclamation avant mentionnée l'"Esquerra" déclare encore n'avoir eu la moindre intervention ni la moindre responsabilité dans les incidents qui se sont produits à la frontière

....

espagnole et qui ont donné lieu du côté de Franco à des sanglantes représailles. L'"Esquerre" considère que tout doit être fait pour éviter une nouvelle guerre civile et elle espère que la dictature de Franco pourra prendre fin sans qu'il soit nécessaire de faire appel à la force.

Signalons enfin pour terminer qu'elle a manifesté dans le premier numéro de son organe "LA HUMANITAT" sa volonté de rester à l'écart de tout ce qui concerne la politique française.

-----  
LES ACTIVITES POLITIQUES DES REFUGIES  
ESPAGNOLS

=====  
= = = = =

Deux tactiques

L'Union Nationale Espagnole, qui groupe dans son sein le Parti Communiste et quelques éléments dissidents d'autres partis, d'une part, et tous les Partis et Syndicats Espagnols antifascistes, sauf les organisations adhérant à la III Internationale, de l'autre, poursuivent le même but immédiat: l'anéantissement du régime totalitaire qui sévit en Espagne et l'instauration d'une République démocratique.

Mais si le but est le même les moyens pour y parvenir sont pour ainsi dire opposés. L'U.N.E. voudrait remplacer le gouvernement du Général Franco par une "Junta" Suprême, dont on ignore, d'ailleurs, le siège, la couleur politique et même le nom des personnes qui la composent. Cette "Junta" aurait pour mission de conduire le pays jusqu'à la convocation d'une assemblée constituante. Pendant l'inter-règne nécessaire, la "Junta" pourrait législer sur toutes les questions, sans autre contrôle que celui de sa propre initiative.

Les autres organisations, par contre, considèrent qu'il faut revenir à la légalité constitutionnelle de la République Espagnole, celle qui a mené le combat contre Franco et ses amis fascistes et national-socialistes pendant près de trois ans. Ceci suppose un certain mécanisme automatique: étant donné que le Président de la République Mr Azana est mort en exil à Montauban, ses fonctions doivent être assumées par le Président des Cortes comme c'est prévu par la Constitution de 1931.

Le Président des Cortes, Mr Martinez Berrios, qui séjourne actuellement outre-atlantique, aura donc à sa charge la constitution du Gouvernement provisoire. Ce Gouvernement aurait comme mission d'assurer la liaison constitutionnelle entre les deux régimes et de convoquer rapidement les élections générales, après quoi il résignerait ses pouvoirs devant le nouveau corps législatif élu par le peuple espagnol.

On voit bien qu'il y a une différence essentielle entre les deux positions et il n'échappera à personne que la position adoptée par l'U.N.E. est moins claire et moins directe que celle soutenue par les autres organisations.

Il serait cependant souhaitable d'arriver à un point de coïncidence entre ces deux points de vue car c'est cette divergence de critères ne fait, somme toute, que favoriser le régime odieux que les Espagnols sont obligés de supporter.

- - - - -

### LES INCIDENTS A LA FRONTIERE FRANCO-ESPAGNOLE.

Tout le monde connaît aujourd'hui la contribution que les Espagnols réfugiés en France, ont apporté à la libération du territoire français. Leur belle tenue et leur courage, ont commandé la gratitude du peuple français et la fierté du peuple espagnol. Tout aurait été parfait si on avait eu le sens de la mesure. Malheureusement, l'U.N.E., inspirée sans doute par sa haine du falangisme, mais n'ayant pas assez le sens du possible, a lancé ces jours derniers quelques groupes d'anciens soldats républicains contre les territoires espagnols voisins de la frontière française. Cette entreprise, très romanesque si l'on veut mais condamnée d'avance à l'échec le plus absolu, ce soldes aujourd'hui par le bilan ci-après:

1° Les "guerrilleros" qui ont traversé la frontière se sont heurtés aux troupes du Général Moscardo ? Beaucoup d'entre eux sont restés sur le terrain, d'autres ont été blessés et le reste a dû se replier en France d'où ils étaient partis.

2° Les groupes de couverture franquistes ont été renforcés et on signale l'arrivée de nombreux régiments pourvus d'un abondant matériel, sur tout le tracé de la frontière franco-espagnole.

3° En Espagne, ces incidents se sont soldés par une recrudescence de la répression phalangiste. De nombreuses condamnations qui avaient été différées ont été rendues effectives et on signale la mise en état d'arrestation d'un grand nombre de républicains.

4° Interruption du trafic postal entre la France et l'Espagne.

Tous nous abstiendrons de faire des commentaires; bornons nous à déplorer ce sang précieux, versé si généreusement, qui aurait pu servir à d'autres entreprises plus fructueuses et plus utiles pour l'Espagne et pour la liberté.

- - - - -

### LES CORTES ESPAGNOLES

=====

Le 10 Octobre dernier se sont réunis à Toulouse tous les Députés aux Cortes Espagnoles résidant en France. Ils ont

....

pris, par unanimité, l'accord de demander le rétablissement de la légalité démocratique et républicaine, sur la base de la Constitution de 1931 et des Statuts d'autonomie, et de conseiller au Président de la République la formation d'un Gouvernement provisoire fondé sur les dernières Cortes élues en 1936. Par ailleurs, d'après une information du "New-York Times", le Président de la République Espagnole, Mr Martinez Barrios, aurait l'intention de réunir les Cortes au Mexique dans le même but. Le gouvernement Mexicain a accordé déjà l'autorisation nécessaire. On prévoit la présence de plus de la moitié des députés élus.

-----  
L'ESPAGNE DANS LE MONDE  
=====

Franco fait tout son possible pour passer inaperçu. La politique extérieure espagnole ne se définit pas si ce n'est tout le long d'un confusionnisme savamment maintenu. Quand même, parfois il faut bien dire quelque chose, annoncer une position. C'est ce qu'a taché de faire le Caudillo dans un interview accordé à un rédacteur de l'"United Press".

Il a dit notamment:

"L'Espagne n'est pas en Etat fasciste ou nazi, ami des nations totalitaires. Depuis la fin de la guerre civile on a dit que l'Espagne aidait l'Allemagne, mais en Septembre 1939 le Gouvernement espagnol démentit cette version, se prononça pour la neutralité et la pratiqua.

"La politique espagnole se base sur le tryptique: Dieu, Patrie et Justice. L'Espagne est, avant tout, catholique et en aucun cas, elle ne pouvait avoir de l'amitié pour ceux qui ne le sont pas. C'est le cas des régimes totalitaires.

"Le régime intérieur de l'Espagne ne peut pas constituer un obstacle pour qu'elle puisse figurer parmi les autres nations au moment de donner structure à la nouvelle Europe. Les libertés individuelles et familiales sont garanties.

"La présence de la Division Bleue, en Russie, répondait au caractère anti-communiste de toutes les légions étrangères. Mais elle a été retirée, sitôt que nous avons su que sa présence en Russie pouvait être interprété comme un acte d'hostilité à l'égard des Nations Unies.

"En ce qui concerne une nouvelle Constitution, je tiens à déclarer que nous ne pouvons imiter aucun système étranger. Et quoique cela puisse surprendre il faut que j'affirme que l'Espagne est une démocratie organique".

En Angleterre et en Amérique les affirmations de Franco ont été accueillies avec indignation. Nous nous bornerons à citer seulement quelques commentaires de presse.

...

Le rédacteur politique de l'"Unité Press" affirme qu'il y a une façon très facile de démontrer si un régime est démocratique ou non. Peut-on y employer la formule que Churchill exposait aux Italiens: critique de l'œuvre du gouvernement en place? Les prisons et les camps de concentration regorgent de monde, chez Franco. Il lui serait, donc très difficile de prouver que la liberté existe en Espagne.

Quant à sa prétention de neutralité, le Caudillo ne tient compte de son amitié avec l'Allemagne, de son action contre la Russie. Franco oublie tous ces obstacles en demandant une place parmi ceux qui discuteront la paix.

Pour sa part un sous-secrétaire du Foreign Office, qualifie de fantaisique la version que donne le Caudillo de son amitié avec l'Allemagne. Et du Pacte Anti-Komintern, qu'est-ce qu'il en dit? -demande-t-il ironiquement. Et lord Vansittart d'ajouter: Il n'y a pas de doute possible. Les neutres qui ont maintenu une position plus que douteuse ne seront pas admis aux discussions dans la prochaine conférence de la Paix.

Toute la presse anglaise, sans exception, commente, indignée les déclarations de Franco. Voilà de brefs extraits des organes représentatifs de la politique britannique (6 Novembre 1944).

Daily Mail (conservateur)

"Cette demande d'avoir une représentation à la prochaine conférence de la Paix, constitue une impertinence innouïe. Dès le début, Franco a été avec l'Axe. Et s'il n'a pas participé militairement à la lutte, c'est grâce à des circonstances qui le dépassaient. Le peuple espagnol n'aurait pas voulu le suivre. Ces souvenirs là nous en sommes persuadés-seront assez gênants pour Franco dans un assez proche avenir".

News Chronicle (libéral)

"Franco affirme qu'il faut lui être reconnaissant de ne pas avoir poignardé la France par l'épaule. Est-ce qu'il faut récompenser la non-criminalité?"

Daily Herald (laboriste)

"En 1940 Franco affirma que l'Allemagne avait gagné la guerre. Le fait que maintenant il demande un siège dans la conférence de la Paix, constitue une insolence. La chute du général Franco est la condition préliminaire pour que l'Espagne puisse avoir sa place dans le concert des nations libres. Que Franco démissionne avant que ses mains trempent davantage dans le sang".

Enfin le "Manchester Guardian" ajoute que les attaques de la Presse espagnole et de la Falange contre la France, cessèrent le jour où Pétain demanda l'armistice.

= = = = =